

La France convoite la manne des actifs publics grecs

Vinci, Alstom et BIC accompagnaient François Hollande, en visite officielle à Athènes, jeudi et vendredi

ATHÈNES - correspondance

François Hollande l'a martelé à plusieurs reprises lors de sa visite officielle à Athènes, jeudi 22 et vendredi 23 octobre : il est temps que les entreprises françaises reprennent leurs investissements en Grèce. Le chef de l'Etat s'est rendu dans le pays accompagné de représentants de cinq grands groupes français, Vinci, Alstom, Suez environnement, BIC et EREN.

L'enjeu est double, pour les entreprises présentes dans la délégation. D'une part, le renforcement d'investissements établis de longue date. Comme pour l'entreprise BIC, qui possède déjà une usine de production de rasoirs jetables employant près de 1 300 salariés au nord d'Athènes.

Mais aussi et surtout, la manne liée au vaste plan de privatisations ou de valorisation des actifs publics grecs, censés rapporter à l'Etat pas moins de 50 milliards

d'euros dans les trente prochaines années.

Vinci est particulièrement intéressé par les infrastructures. Il est déjà présent depuis des décennies dans la gestion de certaines autoroutes ou les grands travaux (ponts, routes, barrages). Il aimerait aussi remporter la privatisation des aéroports ou des ports, même s'il a perdu, en 2014, le contrat de cession des quatorze aéroports grecs de province au profit

du consortium gréco-allemand Fraport-Slentel.

Les entreprises françaises l'orgnent aussi du côté de la privatisation de la compagnie ferroviaire grecque Trainose, ou de celle des compagnies des eaux des villes de Thessalonique (Eyaps) et d'Athènes (Eydap). Une décision du conseil d'Etat grec a pourtant invalidé, en 2014, les procédures d'appels d'offres pour la privatisation d'Eyaps et Eydap, mais le directeur du développement de Suez International aimerait bien obtenir du gouvernement grec le déblocage de ces procédures. Jusqu'ici, le premier ministre, Alexis Tsipras, a toujours défendu le maintien d'une gestion publique de l'eau. Son parti Syriza en fait même « un point non négociable ».

Dans ses valises, François Hollande avait aussi emmené d'autres entrepreneurs, spécialisés dans la haute technologie. Jeudi, dans les locaux du pôle de

compétitivité (cluster) Corallia, une certaine fébrilité régnait tandis qu'on mettait les bouchées doubles pour préparer la venue du chef de l'Etat.

« Occasion historique »

Vendredi, le président de la République devait assister à la signature d'un Memorandum of Understanding (MoU), un programme d'engagements, entre Corallia et le pôle de compétitivité grenoblois Minalogic, spécialiste du numérique. « Une occasion historique de lui dire qu'il y a, en Grèce, des centaines d'entreprises et de laboratoires spécialisés dans les hautes technologies et le numérique capables de collaborer dans une situation "gagnant-gagnant" avec la France, explique Nikolaos Vogiatzis, directeur du développement chez Corallia. Nous avons d'excellents ingénieurs, et notre écosystème est particulièrement actif ces dernières années car, avec la crise, les jeu-

**L'enjeu :
la privatisation
ou la valorisation
d'actifs censés
rapporter à l'Etat
50 milliards
d'ici à 2045**

nes ont dû se réinventer et osent prendre des risques. »

La déléguée générale de Minalogic, Isabelle Guillaume, s'est déplacée spécialement pour l'occasion. « Cela fait déjà plusieurs années que nous avons repéré ce cluster grec. Il fait même partie de l'alliance de douze clusters européens, Silicon Europe Alliance, que nous avons lancée en septembre », indique-t-elle.

Corallia a déjà signé de tels MoU avec le cluster parisien Cap Digital, en septembre, ou le pôle de compétitivité toulousain Aerospace Valley, en juillet 2014. « Les Français sont les plus offensifs en Grèce sur ce secteur des hautes technologies », se félicite M. Vogiatzis.

« Les clusters ne sont qu'un point de départ, des passerelles, permettant à nos PME et laboratoires respectifs de se rencontrer, de mettre au point de nouveaux produits

commercialisables et de répondre ensemble aux appels d'offres européens en recherche et développement », souligne Benoît Maujean, vice-président de Cap Digital, lui aussi présent en Grèce ces jours-ci.

Dans le cadre du projet pour l'innovation Horizon 2020, la Commission européenne a, en effet, débloqué une enveloppe de plus de 80 milliards d'euros pour soutenir, entre 2014 et 2020, l'innovation européenne. Et tous les pays européens sont sur les rangs pour capter cette manne de financement public bienvenue, à l'heure où les économies nationales sont tenues de réduire la voilure.

« Il faut dépasser l'échelle nationale, que la French Tech s'allie, par exemple, à l'innovation "made in Greece" pour faire face aux autres acteurs mondiaux, affirme la présidente de Minalogic. Nous avons déjà prévu fin novembre d'inviter des entreprises du cluster Corallia à Grenoble, et nous allons essayer de nous croiser lors du grand Consumer Electronic Show qui se tiendra en janvier 2016 à Las Vegas. »

Avec cette visite chez Corallia, c'est une facette méconnue et performante de l'industrie grecque que François Hollande entend mettre en lumière. Une manière d'appuyer son propos sur l'importance d'investir dans le pays. ■

ADÉA GUILLOT